

Conseillers élus	33
En fonction	33
Présents	30
Excusés	3
Procurations	3

**Procès-Verbal des Délibérations
du Conseil Municipal de la Ville de CERNAY
de la séance du 23 juin 2017**

Sous la présidence de Monsieur Michel SORDI, Maire

Monsieur le Maire ouvre la séance du Conseil Municipal à 20h27. Il souhaite la bienvenue à tous les Conseillers Municipaux présents et salue également le public et les représentants de la presse.

Le Conseil Municipal procède à la désignation du secrétaire de séance et de son auxiliaire. Sont désignés à l'unanimité Monsieur Guillaume GERMAIN, Adjoint au Maire, en tant que Secrétaire, et Monsieur Philippe GROSS, Directeur général des services, en tant qu'auxiliaire.

C'est avec beaucoup de tristesse qu'il annonce les décès de :

- Madame Anne BURGERMEISTER, maman de Madame Chantal BURGERMEISTER, Conseillère municipale ;
- Monsieur Marc HEINRICH, ancien Conseiller municipal de 1989 à 1995.

L'assemblée exprime aux familles éprouvées ses plus sincères condoléances.

Il donne lecture des procurations.

Présents Monsieur Michel SORDI, Madame Catherine OSWALD, Messieurs Alain BOHRER, Jérôme HAMMALI, Emile MOUHEB, Claude MEUNIER, Guillaume GERMAIN, Madame Annie GADEK, Messieurs Michel FLIEG, Mario CRACOGNA, Mesdames Catherine GOETSCHY, Monique SAMOLANY-ZIND, Monsieur Bernard SOMMER, Mesdames Chantal BURGERMEISTER, Martine PIERRE, Nicole WIPF, Sonia KUENY-TRAVERSI, Josiane BOSSERT, Monsieur Dominique STEIGER, Mesdames Santa FIERRO, Claudine MUNSCH, Monsieur Michel LEDEUR, Madame Virginie BONNET, Messieurs Fabrice ANASTASI, Giovanni CORBELLI, Jacques MULLER, Madame Sylvie REIFF-LEVETT, Messieurs Christophe MEYER, Joaquim RODRIGUES, Madame Anne EBERLEIN

Absents excusés et non représentés Néant

Absents non excusés Néant

Ont donné procuration Mme Anita BURGER donne procuration à Catherine OSWALD
M. Thierry BILAY donne procuration à Josiane BOSSERT
Mme Marie STUTZ donne procuration à Alain BOHRER

Assiste également Monsieur Philippe GROSS, Directeur Général des Services.

Ordre du jour

- 1 - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 7 avril 2017
- 2 - Communications
- 3 - Décisions prises en vertu des délégations données à Monsieur le Maire (information)
- 4 - Création d'un Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles (C.D.D.F.)
- 5 - Approbation de l'évaluation des charges transférées dans le cadre de l'évolution des compétences de la CCTC
- 6 - Budget principal 2017 - Budget supplémentaire
- 7 - Subventions aux associations
- 8 - Projet éducatif du territoire (P.E.D.T.) - Approbation de l'avenant n°1
- 9 - Parc des Rives de la Thur - Approbation du projet de financement pour la mise en place d'agès de fitness
- 10 - Admission en non-valeur de créances irrécouvrables
- 11 - Plan local d'urbanisme (P.L.U.) - Bilan de la concertation et arrêt du projet
- 12 - Licence IV (Espace Grün) : acquisition et mise à disposition
- 13 - Domaine communal
 - 13.1 - Achat par préemption d'une parcelle rue Poincaré (Place de la Victoire)
 - 13.2 - Mainlevée d'une restriction au droit de disposer
 - 13.3 - Mainlevée d'un droit à la résolution
 - 13.4 - Déclassement de parcelles du domaine public (échange DOMIAL quartier « Bel Air »)
 - 13.5 - Zone artisanale «du Vignoble» - Cession d'un terrain à la société HIM
 - 13.6 - Cession d'un terrain rue de Thann à la société ATIK
 - 13.7 - ZAC des « Rives de la Thur » - Rétrocession des espaces verts, voiries et espaces publics à la ville
 - 13.8 - Convention de servitude (déploiement de la fibre optique) - Implantation de sous-répartiteurs (ROSACE)
- 14 - Ressources humaines
 - 14.1 - Création d'un emploi permanent d'agent de maîtrise à temps complet au titre de la promotion
 - 14.2 - Création d'un emploi permanent de rédacteur territorial à temps complet
- 15 - Délégations de service public - Rapports d'activités 2016
 - 15.1 - Chauffage urbain (ENGIE)
 - 15.2 - Camping municipal « Les Cigognes »
 - 15.3 - Périscolaire (Centre socio-culturel AGORA)
- 16 - Concession d'aménagement ZAC des Rives de la Thur - Compte-rendu annuel d'activités à la collectivité locale 2016 (C.R.A.C.L.)
- 17 - Syndicat mixte des gardes-champêtres intercommunaux - Approbation du rapport d'activités 2016

18 - Questions orales

19 - Informations à la municipalité

1 – Monsieur le Maire rapporte le point n°1

Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 7 avril 2017

Avant l'approbation du procès-verbal, Monsieur SORDI souhaite que la mention relative à la présidence de séance (première page) soit corrigée, en précisant que Madame OSWALD et lui-même ont présidé successivement le dernier Conseil municipal.

Le procès-verbal a été transmis au domicile de chaque élu. Il est adopté à l'unanimité.

Adopté à l'unanimité

2 – Monsieur le Maire rapporte le point n°2

Communications

2.1 - Remerciements

Remerciements pour le versement d'une subvention de la part :

- l'église protestante/Paroisse de Cernay ;
- le club vosgien ;
- l'école alsacienne des chiens-guides d'aveugles ;
- la Fédération des associations de Cernay, dans le cadre de l'organisation de « l'Alsacienne cyclosportive » ;
- l'association des parents et amis des enfants inadaptés de l'institut Saint-André ;
- l'association Tako 68 ;
- la société hippique de la Thur ;
- l'association Atout Chœurs ;
- l'Amicale des mineurs de Cernay et environs.

Remerciements :

- de la Fondation du Patrimoine pour l'adhésion 2017 ;
- du Pétanque club pour les travaux effectués lors de la « Journée citoyenne » ;
- de la Directrice de l'école maternelle « les Roses » pour les interventions de la Municipalité auprès l'Inspection académique qui ont permis d'éviter des fermetures de classes.

2.2 - Installations classées

Par arrêté préfectoral du 28 mars 2017, il a été imposé à la Société PROTECHNIC, des prescriptions complémentaires pour son site de Cernay en référence au titre Ier du livre V du Code de l'environnement.

Le texte intégral de cet arrêté peut être consulté à la Préfecture du Haut-Rhin (Direction des collectivités locales et des procédures publiques – Bureau des enquêtes publiques et installations classées), ainsi qu'à la mairie de Cernay, Pôle urbanisme et domaine communal, aux heures d'ouverture des bureaux.

Rappelant que les gestionnaires de réseaux, en l'occurrence la Communauté de Communes Thann Cernay (CCTC), doivent donner un avis sur les conditions de rejet des eaux d'extinction avant le 30 juin prochain, Anne EBERLEIN souhaite savoir si cela a été fait.

Michel SORDI indique qu'il ne dispose pas de cette information, mais que la CCTC sera saisie et qu'Anne EBERLEIN sera tenue informée.

3 - Monsieur le Maire rapporte le point n°3

Décisions prises en vertu des délégations données à Monsieur le Maire (information)

3.1 – Déclarations d'Intention d'Aliéner – Droit de préemption non exercé

Immeuble sis	Nature	Surface	Désignation cadastrale	Cédés par
20 rue de Wittelsheim	maison	631 m ²	Section 13 n°108/6	SIEGEL Jean-Louis
6 rue de Vieux-Thann	local comm.	280 m ²	Section 28 n°A/37, B/37	SCI Aurore

3.2 – Marchés publics

La Ville a engagé une consultation pour l'aménagement de la rue Joseph Dépierre (1^{ère} tranche). Les attributaires sont :

Lot n° 1 – Voirie Groupement d'entreprises PONTIGGIA/STP MADER
Mandataire PONTIGGIA
8 rue de la Martinique 68270 WITTENHEIM
pour un montant de 339 945 € HT

Lot n° 2 – Réseaux secs TAMAS BTP
10 rue de la Hardt 68270 WITTENHEIM
pour un montant de 32 938,15 € HT

La Ville a engagé une consultation pour la démolition de l'ancien presbytère. L'attributaire est :

Ets FERRARI
9 rue de l'Industrie 68310 WITTELSHEIM
pour un montant de 59 460 € HT

4 – Madame Virginie BONNET rapporte le point n°4

Création d'un Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles (C.D.D.F.)

La loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance renforce le rôle du Maire, désormais chargé d'animer et de coordonner la politique de prévention de la délinquance, et lui confère des moyens spécifiques pour assumer cette mission.

Ainsi, la loi garantit une meilleure remontée d'information au Maire, par :

- L'autorité de l'Etat compétente en matière d'éducation, comme le directeur ou la directrice de l'établissement d'enseignement sur les élèves dont l'absentéisme scolaire est important ou en cas d'exclusion temporaire ou définitive ;
- Les responsables locaux de la police et de la gendarmerie nationales sur des infractions causant un trouble à l'ordre public, sur le territoire de sa commune ;
- Le Procureur de la République, notamment sur les classements sans suite des mesures alternatives aux poursuites ou les poursuites lorsque ces décisions concernent des infractions causant un trouble à l'ordre public ayant été signalées au maire ;
- Les travailleurs sociaux (par l'intermédiaire du coordonnateur qu'il aura désigné et dans le strict respect du secret professionnel), sur les personnes ou les familles en grave difficulté sociale sur sa commune.

Le Maire est habilité à procéder à un rappel à l'ordre pour les incivilités ou pour les faits susceptibles de porter atteinte au bon ordre, à la sûreté, à la sécurité et à la salubrité publiques.

Ce rappel à l'ordre peut se faire dans le cadre du Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles (C.D.D.F.), qui peut être créé par délibération du Conseil municipal (cf. article 9 de la loi).

Le Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles comprend des représentants de l'Etat dont la liste est fixée par le décret n° 2007-667 du 2 mai 2007, des représentants des collectivités territoriales et des personnes œuvrant dans le domaine éducatif, de l'insertion et de la prévention. Il est présidé par le Maire ou son représentant.

Le C.D.D.F. a notamment pour missions :

- D'entendre une famille sans formalisme particulier, de l'informer de ses droits et devoirs envers l'enfant et de lui adresser des recommandations destinées à prévenir des comportements susceptibles de mettre l'enfant en danger ou de causer des troubles pour autrui ;
- D'examiner avec la famille des mesures d'aide à l'exercice de la fonction parentale susceptibles de lui être proposées et l'opportunité d'informer les professionnels de l'action sociale et les tiers intéressés des recommandations qui lui sont faites ;
- De proposer au Maire, lorsque le suivi social ou les informations portées à sa connaissance font apparaître que la situation d'une famille ou d'un foyer est de nature à compromettre l'éducation des enfants, la stabilité familiale et qu'elle a des conséquences pour la tranquillité ou la sécurité publiques :
 - de saisir le Président du Conseil Départemental en vue de la mise en œuvre d'une mesure d'accompagnement en économie sociale et familiale ;
 - ou encore de saisir le Juge des Enfants pour lui signaler les difficultés de cette famille en vue de la mise en œuvre d'une mesure d'aide à la gestion du budget familial. Ce dernier peut désigner le coordonnateur choisi par le Maire en application de l'article L.121-6-2 du Code de l'Action Sociale et des Familles pour exercer la fonction de délégué aux prestations familiales.

Les informations communiquées le cas échéant aux membres du C.D.D.F ne peuvent être divulguées à des tiers sous peine des sanctions prévues à l'article 226-13 du Code Pénal.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré :

Vu la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007,

Décide à l'unanimité la création du Conseil pour les Droits et Devoirs des Familles pour la commune de Cernay ;

Approuve à l'unanimité la composition de ce Conseil comprenant :

- des représentants des services de l'Etat ;
- des représentants des collectivités territoriales ;
- des personnes œuvrant dans les domaines de l'action sociale, sanitaire et éducative de l'insertion et de la prévention de la délinquance.

Désigne, outre le Maire, ou son représentant, membre et Président de droit, Madame Annie GADEK, Adjointe au Maire, en charge de la coordination et du secrétariat du C.D.D.F.

Approuvé à l'unanimité

5 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°5

Approbation de l'évaluation des charges transférées dans le cadre de l'évolution des compétences de la CCTC

Il est rappelé que la fusion de la CCCE et de la CCPT a conduit à généraliser en 2013 à l'ensemble du territoire communautaire le régime de la Fiscalité Professionnelle Unique, mis en place le 1^{er} janvier 2011 sur le périmètre de l'ex CCCE. Ce régime emporte plusieurs spécificités, dont la mise en place de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC).

De par la Loi, la Commission est composée d'au moins un membre, désigné par l'organe délibérant de chacune des communes - membres. Le Conseil de Communauté a créé cette Commission et a choisi un mode de représentation uniforme de deux membres par commune, ce qui représente à ce jour une assemblée de 32 membres.

La Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges de Thann – Cernay s'est réunie lundi 22 mai 2017, sous la présidence de Marc ROGER, Vice Président de la Communauté de communes et Maire de Steinbach.

La Commission a pris connaissance des éléments chiffrés concernant l'évaluation des charges nettes, liées à l'évolution des compétences communautaires dans le domaine de la culture, constatée par arrêté préfectoral du 28 décembre 2016, à savoir :

- l'aménagement et la gestion des lieux de diffusion culturelle Espace GRUN de Cernay et le Relais Culturel de Thann,
- l'organisation et le soutien de l'enseignement artistique spécialisé.

Après en avoir délibéré, la Commission a validé la méthode et s'est prononcée à l'unanimité en faveur de l'évaluation du montant des charges transférées proposée.

Le rapport de la CLETC a été transmis aux seize communes-membres, qui sont appelées à approuver l'évaluation par délibérations concordantes, prises à la majorité qualifiée des conseils municipaux, conformément au premier alinéa du II de l'article L 5211 - 5 du Code Général des Collectivités Territoriales, à savoir deux tiers au moins des conseils municipaux, représentant plus de la moitié de la population totale ou vice versa.

Il est à noter que toutes les communes sont appelées à délibérer, qu'elles soient ou non concernées par les deux compétences transférées.

Au terme de la phase de délibération des communes, le Conseil de Communauté aura à arrêter, dans le cadre de sa séance du 30 septembre 2017, le montant de l'attribution de compensation (AC) définitive pour 2017, impacté par ce montant net des charges transférées.

S'agissant de l'élargissement de la compétence « culture » de la Communauté de Communes Thann Cernay, notamment en matière d'enseignement musical, Jacques MULLER tient à souligner l'avancée que constitue, pour les enfants, la fusion de toutes les écoles de musique du territoire.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Approuve à l'unanimité l'évaluation des charges nettes transférées, correspondant à l'adjonction des deux compétences susmentionnées, telle qu'elle ressort dans le rapport de la CLETC et la synthèse ci-annexée.

Approuvé à l'unanimité

6 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°6

Budget principal 2017 – Budget supplémentaire

Un budget supplémentaire doit être voté, afin d'intégrer dans les budgets locaux les résultats de l'année précédente. Il permet également l'ajustement des prévisions en cours d'année, notamment des virements de crédits, l'emploi des recettes non prévues au budget primitif ou de dépenses ou recettes nouvelles à y inscrire.

Des impératifs juridiques, économiques et sociaux, difficiles à prévoir dans leurs conséquences financières, peuvent obliger l'assemblée municipale à voter des dépenses nouvelles et les recettes correspondantes qui sont dégagées, soit par des ressources nouvelles, soit par des suppressions de crédits antérieurement votés.

Le budget primitif, document prévisionnel, ayant été voté avant de connaître certains éléments, notamment, le résultat de l'exercice 2016, il y a lieu de procéder à certains ajustements.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal un budget supplémentaire du budget primitif 2017, tant en section de fonctionnement qu'en section d'investissement.

Section de Fonctionnement

Concernant la section de fonctionnement, des ajustements s'avèrent nécessaires, particulièrement pour certaines recettes, telles que la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) ou les compensations de l'Etat au titre des taxes, la plupart revues à la baisse.

Le poste relatif aux attributions de compensation de la Communauté de Communes Thann Cernay est également amoindri, du fait du transfert de charges lié à l'élargissement de la compétence « culture » (Espace Grün et école de musique), à l'intercommunalité.

Le poste des loyers est réduit du montant des loyers de l'Espace Grün. Celui des concessions du cimetière est ajusté à la baisse.

Il y a également quelques autres dépenses à ajuster, dont les frais de personnel, en vue de répondre à des obligations réglementaires relatives à l'accord sur les rémunérations dans la fonction publique et intitulé « Parcours Professionnels Carrières et rémunérations » (ou PPCR), décidé par l'Etat.

Les frais d'entretien de la voirie sont augmentés, de même que le Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FNPIC), prévu à la hausse. A noter que les premiers permettront de bénéficier du remboursement d'un forfait de TVA, au titre du FCTVA.

Enfin, un virement de la section de fonctionnement alimentera les recettes d'investissement, pour un montant de 190 000 €.

Ces dépenses nouvelles sont toutes compensées par des recettes.

Section d'Investissement

Parmi les investissements prévus au budget primitif, certains sont revus à la hausse.

Un crédit de 305 000 € a été constitué afin de permettre l'acquisition de la caserne du SDIS à Cernay, dans la perspective du réaménagement des ateliers communaux.

Un montant de 60 000 € a également été prévu, constituant la subvention d'équipement finançant l'aménagement de voirie du futur centre de secours du SDIS.

Une somme de 132 500 € est provisionnée, dans l'optique de préempter le terrain situé place de la Victoire.

Par ailleurs, des crédits sont prévus, afin de permettre la réfection de voiries communales.

Le recours à l'emprunt a été diminué, les investissements étant autofinancés par la Ville. Seule demeure la somme de 500 000 € portant sur l'emprunt à taux zéro réalisé auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une partie des travaux du bâtiment sis 35 rue des Fabriques, ainsi que celle permettant le remboursement de la fraction d'emprunt portant sur l'Espace Grün.

Pour conclure, il y a également lieu d'intégrer les résultats de l'exercice 2016, tant en investissement qu'en fonctionnement, dont l'affectation avait été décidée dans sa séance du 7 avril 2017.

A une question de Jacques MULLER sur le montant de la baisse supplémentaire, cette année, de la Dotation Générale de Fonctionnement (DGF) versée par l'Etat, Catherine OSWALD précise qu'il faudra s'attendre à une nouvelle diminution d'environ 100 000 €, en plus de celles déjà opérées, et qui se cumulent, au cours des cinq dernières années.

Jérôme HAMMALI fait remarquer qu'à cette nouvelle baisse de la DGF s'ajoute l'augmentation des prélèvements, également croissants, des ressources communales et intercommunales au titre du Fonds de péréquation (FPIC).

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 10 février 2017 adoptant le budget primitif 2017 ;

Vu la délibération d'affectation des résultats du Conseil municipal du 7 avril 2017 ;

Approuve à l'unanimité des votes exprimés, moins cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES) le budget supplémentaire ci-annexé.

Approuvé à l'unanimité des votes exprimés
Cinq abstentions (Mesdames Sylvie REIFF-LEVETT, Anne EBERLEIN, Messieurs Jacques MULLER, Christophe MEYER et Joaquim RODRIGUES)

7 – Monsieur Dominique STEIGER rapporte le point n°7

Subventions aux associations

Dans le cadre de son soutien à la vie associative locale, la Ville de Cernay propose d'allouer des subventions aux associations.

Tenant compte de l'intérêt public local, il est proposé de soutenir financièrement les organismes suivants :

Associations	Objet	Budget Prévisionnel (€)	Montants (€)	% de Sub.
Association Sportive Collège	Championnat de France UNSS	2 964	320	11

SRC Natation	Eurometing	9 932	760	8
Paroisse Protestante	Subvention pour travaux	10 270	3 000	29
Mobilité Mod'Emploi	Subvention de fonctionnement	2 000	200	10
Amicale des Sapeurs-Pompiers	Bal Tricolore	800	800	100
Chiens-Guides d'Aveugles	Subvention pour travaux	25 000	12 500	50
TOTAL		50 966	17 580	34

Ces montants sont prévus au Budget Primitif 2017.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu les propositions de subventions ci-dessus ;

Vote à l'unanimité ces subventions.

Approuvé à l'unanimité

8 – Madame Virginie BONNET rapporte le point n°8

Projet éducatif du territoire (P.E.D.T.) – Approbation de l'avenant n°1

Dans le cadre de la réforme éducative, les écoles de Cernay sont passées à la semaine de quatre jours et demi depuis la rentrée 2014/2015, en écourtant la journée de travail des enfants, en plaçant la quatrième matinée le mercredi matin et en positionnant les Temps d'Activités Périscolaires (TAP) le vendredi après-midi de 13h40 à 15h40.

Cette réforme a été formalisée localement par la rédaction d'un Projet Educatif Du Territoire (PEDT). Ce dernier a pour objet de mobiliser les ressources de la commune afin de garantir une continuité éducative entre d'une part, les projets d'école et d'autre part, les activités proposées aux enfants en dehors du temps scolaire. Il formalise l'engagement des différents partenaires à se coordonner pour organiser des activités éducatives et assurer l'articulation de leurs interventions sur l'ensemble des temps de vie des enfants.

L'objectif principal de ce document est de favoriser l'élaboration d'une nouvelle offre d'activités périscolaires et de permettre une meilleure mise en cohérence de l'offre existante, dans l'intérêt de l'enfant. Il vient compléter la politique enfance-jeunesse de la commune développée au titre du Projet Educatif Local (PEL).

Le Projet Educatif Du Territoire vise aussi à :

- garantir la continuité éducative sur le territoire de la commune ;
- offrir à chaque enfant un parcours éducatif cohérent et de qualité ;
- favoriser la création de synergies entre tous les acteurs d'un même territoire ;
- lutter contre les inégalités scolaires.

Pour répondre à cette réforme, un PEDT a été rédigé pour la période 2014/2017.

Dans l'attente du résultat de la consultation qui sera engagée au cours de la prochaine année scolaire (2017-2018) quant au devenir de la réforme du temps scolaire, il est proposé une reconduction de ce PEDT, sous forme d'avenant, sans modification, pour une durée d'un an.

Jacques MULLER demande s'il convient d'envisager prochainement la réécriture du Projet éducatif territorial (PEDT) objet du présent avenant.

Annie GADEK lui répond que pour l'heure, et notamment sur cette question, les autorités académiques ont plongé la ville dans l'expectative.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Approuve à l'unanimité la reconduction du P.E.D.T., par avenant, sans modification pour un an (cf. annexe) ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant n° 1 au P.E.D.T. ainsi que tout document afférent.

Approuvé à l'unanimité

9 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°9

Parc des Rives de la Thur – Approbation du projet de financement pour la mise en place d'agrès de fitness

Dans le cadre de la création de la Zone d'Aménagement Concertée des Rives de la Thur, des espaces d'agrément ont été aménagés afin que toutes les générations puissent profiter de ce cadre naturel exceptionnel. Aujourd'hui, la ville de Cernay envisage d'implanter un espace dédié à la pratique sportive, dans ce parc urbain.

Pour ce faire, divers équipements sportifs légers seront installés (zone cardio, vélo elliptique etc.) en vue de rendre la pratique du sport accessible au plus grand nombre.

Le coût prévisionnel de ces équipements est estimé à la somme de 16 500 euros hors taxes.

Cette dépense est prévue au budget primitif 2017 de la Ville à l'article 2128 fonction 823.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré :

Autorise à l'unanimité Monsieur le Maire, ou son représentant, à solliciter les subventions auprès des co-financeurs potentiels ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document afférent.

Approuvé à l'unanimité

10 – Monsieur Fabrice ANASTASI rapporte le point n°10

Admission en non-valeur de créances irrécouvrables

Les créances irrécouvrables correspondent aux titres émis par une collectivité mais dont le recouvrement ne peut être mené à son terme par le comptable public (Trésorier) en charge du recouvrement.

L'admission en non-valeur de certaines créances peut être décidée par le Conseil municipal ; elle est demandée par le Trésorier lorsqu'il rapporte des éléments propres à démontrer que, malgré toutes les diligences qu'il a effectuées, il ne peut en obtenir le recouvrement.

En l'espèce, le Trésorier a édité un état de créances irrécouvrables (cf. annexe), d'un montant de 4 039.07 €.

S'agissant de créances irrécouvrables sur exercices clos, il est nécessaire, conformément à l'instruction budgétaire M14, d'établir un mandat d'admission en non-valeur.

Les crédits sont prévus au BP 2017 du budget principal, au compte 6541.01.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Approuve à l'unanimité l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables, selon l'état joint en annexe.

Approuvé à l'unanimité

11 – Monsieur Jérôme HAMMALI rapporte le point n°11**Plan local d'urbanisme (P.L.U.) – Bilan de la concertation et arrêt du projet**

Pour mémoire, la délibération du 27 octobre 2014 prescrivant la révision du Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.) et du Plan d'Aménagement de Zone (P.A.Z.) de la ZAC des Rives de la Thur en vue de mettre en forme Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) a précisé les objectifs et les modalités d'une concertation associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, à l'élaboration du P.L.U.

Les modalités de concertation effectuées, conformément à la délibération du 27 octobre 2014, ont été les suivantes :

- Les documents liés à l'élaboration du projet de P.L.U. (diagnostic, Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.), zonage, règlement, Orientations d'Aménagement et de Programmation (O.A.P.), etc.) ont été mis à disposition du public, en Mairie, tout au long de l'étude et au fur et à mesure de leur avancement. Ils ont également été mis en ligne sur le site internet de la commune (www.ville-cernay.fr), rubrique « Informations Utiles », sous rubrique « P.L.U. » ;
- Un registre a été mis à disposition du public tout au long de la procédure d'élaboration, jusqu'au P.L.U. arrêté ;
- Une première réunion d'information a été organisée le 23 avril 2015 au Pôle ENR. Trois réunions publiques ont été organisées par la suite. Les habitants ont été informés de ces réunions par des articles publiés dans les journaux locaux (l'Alsace et les D.N.A.), par le site internet de la commune (www.ville-cernay.fr), par des affichages dans les panneaux d'information communaux ainsi que sur les panneaux lumineux de la commune ;
- Les bulletins municipaux, « Vivre Cernay », des mois de décembre 2014, mai 2015, mars 2017 et mai 2017 ont également permis aux habitants de suivre l'avancée de la procédure.

Voici le bilan de cette concertation :

- La réunion d'information, qui s'est tenue le 23 avril 2015 au Pôle ENR a permis de présenter les principales conclusions du diagnostic et du bilan du P.O.S. La procédure d'élaboration du P.L.U. a également été expliquée à cette occasion. Un temps d'échange avec les participants a conclu la réunion.
- La première réunion publique a été organisée en salle du Conseil municipal à l'Hôtel de Ville le 4 avril 2016. Lors de cette réunion, le diagnostic du P.O.S. a été rappelé, le contexte de la révision également, puis les grandes orientations de développement de la commune ont été présentées au travers du P.A.D.D. La réunion s'est conclue par un temps d'échange durant lequel les habitants ont pu avoir des compléments d'informations relatifs au diagnostic.
- La seconde réunion publique s'est tenue dans la même salle, le 28 mars 2017. Les grandes orientations du P.A.D.D. ont été rappelées. Celles-ci ont permis de présenter

à la population la traduction réglementaire et graphique (zonage) des choix en matière de développement urbain. Chaque zone du règlement a été affichée, commentée et expliquée. Les principaux aspects réglementaires des zones urbaines ont été détaillés. La présentation s'est conclue par la localisation des zones à urbaniser qui ont fait l'objet de la troisième réunion publique spécifique au travers des O.A.P. Comme à chaque réunion publique, la soirée s'est ponctuée par un échange avec la population.

- La troisième et dernière réunion publique a eu lieu le 21 avril 2017, également en salle du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville. Les principales orientations du P.A.D.D. ont été rappelées et ont permis de localiser les zones de développement futur. Les O.A.P. relatives à chaque zone d'urbanisation future ont été présentées une à une et ont fait l'objet d'explications détaillées. En conclusion, la population a pu apprécier l'état d'avancement de la procédure avec la présentation du calendrier. Un échange avec la salle a clos la réunion.

A l'issue des réunions publiques, les documents présentés ont été mis en ligne sur le site internet de la ville.

Globalement, le projet de P.L.U. et les orientations d'aménagement n'ont pas été remis en cause par les personnes ayant participé aux réunions publiques de concertation et dans le cadre de la mise à disposition des documents d'étude et du projet de P.L.U.

Une dizaine de personnes ont assisté à chaque réunion.

Les représentants de la commune et l'ADAUHR, prestataire retenu pour la réalisation du P.L.U., ont répondu aux différentes interrogations soulevées par la population lors des réunions publiques et tout au long de la concertation, en expliquant les choix retenus par la municipalité et les normes réglementaires nationales, régionales, départementales et locales qui s'imposaient au P.L.U.

Dans le registre mis à disposition du public à la Mairie, au pôle urbanisme et domaine communal, seule une remarque a été inscrite par un riverain demandant d'être informé sur l'évolution du classement de son terrain (rue des Vignes).

Parallèlement au registre, 9 courriers ont été adressés à Monsieur le Maire :

- 1 courrier d'un riverain souhaitant connaître la date de la prochaine réunion publique ;
- 1 courrier spécifique de demande de classement d'un terrain en zone économique pour augmenter la production d'une activité d'exploitation graviérable ;
- 7 courriers de propriétaires ou de collectifs de propriétaires demandant le reclassement de leurs parcelles.

Les sollicitations ponctuelles d'ajustement du document d'urbanisme pour se rapprocher de la réalité du terrain ont été traitées.

La Ville a également tenue une « permanence P.L.U. », le samedi 8 avril 2017, à l'Hôtel de Ville permettant aux propriétaires de s'entretenir avec les élus concernant leurs demandes

particulières de classement. Cinq administrés se sont inscrits à cette permanence et ont été reçus. Les demandes particulières s'inscrivant dans les grandes orientations du P.L.U., elles ont pu aboutir.

Au final, il y a lieu de retenir que, malgré l'ensemble des moyens de communication disponibles déployés, la concertation s'est traduite par une mobilisation relative des administrés. Elle s'est focalisée sur la prise en considération de demandes individuelles et aucune des orientations d'aménagement retenues par la ville n'a fait l'objet de contestation ou de remise en cause.

Au-delà de la présentation du bilan de la concertation, précisons qu'une réunion des Personnes Publiques Associées (P.P.A.) s'est tenue le 19 mai 2017 à l'Hôtel de Ville afin de recueillir leurs avis et observations sur le projet de P.L.U.

Le dossier complet du projet de P.L.U. prêt à être arrêté a ensuite été présenté, et traduit notamment les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, tel qu'il en a été débattu en Conseil municipal le 15 avril 2016, la délimitation des différentes zones et le règlement des différentes zones selon les nouvelles destinations des constructions votées en Conseil municipal du 24 juin 2016.

Au vu du bilan de la concertation présenté ci-dessus, qui ne remet pas en cause les choix du P.L.U., la procédure peut être poursuivie et que le projet de P.L.U., totalement formalisé, est maintenant prêt à être arrêté.

Réagissant à l'information selon laquelle 9 personnes ont, au cours de la concertation, demandé des modifications du projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU), Christophe MEYER aimerait connaître les motifs de ces requêtes.

Jérôme HAMMALI lui indique qu'il s'agissait principalement de demandes de reclassement. Des solutions intelligentes ont pu être trouvées permettant de concilier demandes individuelles et impératifs d'intérêt général.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-14 et R.153-3 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 27 octobre 2014 prescrivant la révision du P.O.S. en vue de sa transformation en P.L.U. et précisant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées ;

Vu le débat en Conseil municipal sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) qui s'est tenu le 15 avril 2016 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 24 juin 2016 prise en application du décret du 28 décembre 2015 ;

Vu le bilan de la concertation sur le projet de P.L.U. présenté ci-dessus ;

Prend acte du bilan de la concertation dressé et décide, qu'au vu de ce bilan, le dossier du projet de P.L.U. peut être arrêté ;

Arrête à l'unanimité le projet de P.L.U. ;

Dit que la présente délibération fera l'objet d'un affichage à la Mairie pendant un mois et sera transmise au représentant de l'Etat ;

Dit que le projet de P.L.U. arrêté sera transmis pour avis aux personnes consultées en application des articles L153-16 et L153-17 du Code de l'Urbanisme.

N.B. : l'ensemble du dossier du projet de PLU est disponible à la Mairie, Pôle urbanisme et domaine communal aux heures d'ouverture.

Approuvé à l'unanimité

12 – Monsieur Michel LEDEUR rapporte le point n°12

Licence IV (Espace Grün) : acquisition et mise à disposition

Dans le cadre de ses activités, l'association LE PROGRES, constituée en 1863, était propriétaire d'un ensemble immobilier situé 9 Rue Risler à CERNAY. Organisant de nombreuses manifestations, elle disposait, dans cet ensemble immobilier, d'une salle des fêtes à laquelle était attachée une licence de débit de boissons de quatrième catégorie.

L'association LE PROGRES a cédé à la Ville de CERNAY, par acte administratif du 10 novembre 1994, ses biens immobiliers, cadastrés section 18 n° 65/12, lieudit « Place de la République », d'une superficie de 27,12 ares. Toutefois, l'acte de vente ne prévoyait pas le transfert de ladite licence au profit de la Ville de CERNAY.

Afin d'éviter la déchéance de la licence IV pour défaut d'exploitation, l'association LE PROGRES a mis la licence IV de débit de boissons à disposition de la Ville de CERNAY, devenue propriétaire de l'ensemble immobilier auquel elle était attachée.

La constitution de l'Association de Gestion de l'Espace Grün, suite à la construction du bâtiment, a révélé la nécessité d'exploiter une licence IV de débit de boissons, au regard de ses activités. La Ville de CERNAY entendant permettre prioritairement une exploitation de la

licence IV au bénéfice du monde associatif, a mis à disposition de l'association de gestion de l'Espace Grün ladite licence.

Dans ce contexte, la Ville de CERNAY s'est rapprochée de l'association LE PROGRES, présidée par Monsieur Antoine WIMMER, pour formaliser définitivement l'acquisition de la licence IV de débit de boissons. Le comité directeur de l'association LE PROGRES, réuni en date du 3 avril 2017, a approuvé la vente de cette licence au profit de la Ville de CERNAY pour un montant de 3 000 €.

Christophe MEYER s'interroge sur la durée de la mise à disposition de la licence IV, dans la mesure où celle-ci s'achèvera à la fin de l'année 2018.

Catherine OSWALD lui précise que cette durée est volontairement bornée dans le temps afin de permettre la mise en place, à l'échelle de la Communauté de Communes Thann Cernay, de la nouvelle structure de gestion de l'Espace Grün et du Relais Culturel de Thann.

Christophe MEYER souhaite savoir si la licence IV est rattachée au lieu, l'Espace Grün, ou si elle peut être exploitée sur un autre site, par exemple le Relais Culturel de Thann.

Michel SORDI, Catherine OSWALD et Jérôme HAMMALI, lui répondent collégialement que cette licence est rattachée au bâtiment de l'Espace Grün, elle ne peut pas être exploitée ailleurs.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu l'acte administratif du 10 novembre 1994 ;

Vu l'autorisation d'exploiter délivrée le 25 mai 2000 par la Préfecture du Haut-Rhin sous le numéro 51/2000 – n° 170/2000 ;

Vu le compte-rendu de comité du 3 avril 2017 de l'association LE PROGRES autorisant la cession de la licence IV à la Mairie de CERNAY ;

Approuve à l'unanimité l'achat de la licence de débit de boissons de quatrième catégorie à l'association LE PROGRES pour un montant de 3 000 € ;

Autorise la mise à disposition à l'Association de Gestion de l'Espace Grün de ladite licence, pour un montant de 100 € par an jusqu'au 31 août 2018 ;

Permet une reconduction, de manière expresse, de cette mise à disposition, pour au maximum quatre mois supplémentaires, soit le 31 décembre 2018 ;

Autorise Monsieur le Maire à signer les actes, d'acquisition et de mise à disposition, et l'éventuel avenant de prolongation de la mise à disposition, à intervenir ainsi que toutes pièces se rapportant à cette affaire ;

Autorise l'Association de Gestion de l'Espace Grün de nommer, au sein de son Conseil d'administration, le titulaire de l'autorisation d'exploiter de ladite licence.

Approuvé à l'unanimité

13 – Monsieur Michel LEDEUR rapporte le point n°13

Domaine communal

13.1 - Achat par préemption d'une parcelle rue Poincaré (Place de la Victoire)

Afin de constituer une réserve foncière pour le développement et le réaménagement du projet urbain de l'îlot La Victoire que projette la Ville de Cernay depuis plusieurs années, la commune a exercé son droit de préemption urbain sur un terrain situé rue Poincaré, appartenant à Monsieur Raoul MARTIN. Il appartient au Conseil municipal d'autoriser le Maire à signer l'acte d'acquisition.

Le terrain acquis est cadastré comme suit :

Section 2 n° 93/47 de 6 ares 25, situé Rue Poincaré – Place de la Victoire
pour un prix de 132 500€, dont une commission de 6 500€.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu les délibérations du Conseil municipal des 3 novembre 1987, 15 novembre 1991 et 18 mai 2001, instituant le Droit de Préemption Urbain sur la totalité des zones urbaines et à urbaniser au Plan d'Occupation des Sols ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols approuvé le 3 octobre 2000 par délibération du Conseil municipal ;

Vu les délibérations du Conseil municipal des 29 mars et 30 juin 2014 ayant donné délégation à Monsieur le Maire d'exercer, au nom de la commune, le Droit de Préemption Urbain ;

Vu la Déclaration d'Intention d'Aliéner (D.I.A.), datée du 24 janvier 2017, dressée par Maître Marc ANDRES, notaire à PFASTATT ;

Vu l'avis de France Domaine du 2 mars 2017 ;

Vu l'arrêté de préemption du Maire de CERNAY en date du 21 mars 2017, enregistré le 23 mars 2017 par la sous-préfecture de Thann-Guebwiller ;

Approuve à l'unanimité des votes exprimés, moins une abstention (Madame Sylvie REIFF-LEVETT) l'acquisition du terrain de 6 ares 25 précité pour un montant total de 132 500 € T.T.C. ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'acte à intervenir ainsi que toutes pièces se rapportant à cette affaire.

Approuvé à l'unanimité des votes exprimés
Une abstention (Madame Sylvie REIFF-LEVETT)

13.2 - Mainlevée d'une restriction au droit de disposer

Par acte reçu par Maître PERIGAULT, notaire à Cernay, le 12 août 1974, la Ville de Cernay a vendu la parcelle Section 35 N° 92/28 (7.21 ares) aux époux LUTTRINGER.

Une restriction au droit de disposer consistant en « *l'interdiction de céder différemment la parcelle Section 35 N° 92/28 et la parcelle Section 35 N° 51/27* » au profit de la Ville de Cernay, avait été inscrite au livre foncier.

Les époux LUTTRINGER étant décédés, ses héritiers souhaitent à présent vendre les deux parcelles grevées de la restriction.

Aussi, pour permettre au notaire chargé de l'établissement des actes, Maître SIFFERT-KLUSKA, de procéder à sa radiation au livre foncier, il y a lieu de procéder à la mainlevée de cette inscription.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu l'acte de vente n° 6086 du 12 août 1974 ;

Vu la demande de Jean-Pierre LUTTRINGER du 24 avril 2017 ;

Approuve à l'unanimité la mainlevée de cette inscription ;

Charge Monsieur le Maire, ou son représentant, de signer l'acte à intervenir ainsi que toutes pièces se rapportant à cette affaire.

Approuvé à l'unanimité

13.3 - Mainlevée d'un droit à la résolution

Maître SIFFERT-KLUSKA, notaire à Cernay, est chargée de la régularisation d'un acte de vente de biens et droits immobiliers dans un immeuble en copropriété, cadastré section 28 n°137/37 (7.42 ares) et section 28 n°138/37 (4.53 ares), situé 6 rue de Vieux-Thann à CERNAY (lots n°1 et 2).

Après vérification au livre foncier, il s'avère que lesdits biens et droits immobiliers sont grevés d'un droit à la résolution au profit de la Ville de Cernay.

Ainsi, l'acte de vente n° 20.321 du 20 septembre 2000, « *interdit au nouveau propriétaire de mettre en vente les biens présentement acquis avant l'achèvement de la totalité des travaux prévus, sans en avoir, au moins trois mois à l'avance, avisé la Ville de Cernay. Celle-ci pourra exiger, soit que le terrain lui soit rétrocédé, soit qu'il soit vendu à un acquéreur agréé ou désigné par elle.* ». Cette inscription n'a plus lieu d'être puisque les travaux ont été achevés dans leur totalité.

Par ailleurs, l'acte prévoit que « *tout morcèlement quelle qu'en soit la cause, du terrain objet des présentes est interdit, même après réalisation des travaux prévus, sauf autorisation spéciale et expresse accordée par la Ville de Cernay, et ce, sans préjudice, s'il y a lieu, de l'application des dispositions législatives et réglementaires aux lotissements.* ». Par courrier du 27 mars 2017, Maître SIFFERT-KLUSKA demande la non opposition à la division de la parcelle.

Aussi, pour permettre au notaire chargé de l'établissement des actes, Maître SIFFERT-KLUSKA, de procéder à leurs radiations au livre foncier, il y a lieu de procéder à la mainlevée de ces inscriptions.

Répondant à une question de Jacques MULLER sur le droit de résolution grevant certaines parcelles de terrain, Michel SORDI et Jérôme HAMMALI indiquent que ces restrictions visent à encadrer certains projets. Ils précisent également que lorsque celles-ci ne s'avèrent plus nécessaires, elles font l'objet, comme à l'occasion de cette séance du Conseil municipal, d'une mainlevée au moyen d'une délibération.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu l'acte de vente n° 20.321 du 20 septembre 2000 ;

Vu la demande de Maître SIFFERT-KLUSKA en date du 27 mars 2017 ;

Approuve à l'unanimité la mainlevée de ces inscriptions ;

Charge Monsieur le Maire, ou son représentant, de signer l'acte à intervenir ainsi que toutes pièces se rapportant à cette affaire.

Approuvé à l'unanimité

13.4 - Déclassement de parcelles du domaine public (échange DOMIAL quartier « Bel Air »)

Le Conseil municipal, par délibération du 16 décembre 2016, avait approuvé l'échange de parcelles situées dans le quartier Bel Air entre la Ville de Cernay et la société DOMIAL ESH.

Certaines parcelles vendues par la Ville appartenaient au domaine public communal. Par procès-verbal d'arpentage n° 3169, Monsieur Hubert ORTLIEB, géomètre-expert à THANN, a détaché ces parcelles :

- Section 74 n° 188/12	0 a 12	
- Section 74 n° 420/11	5 a 22	
- Section 74 n° 436/20	0 a 06	
- Section 74 n° 459	0 a 09	
- Section 74 n° 460	0 a 30	
- Section 74 n° 461	0 a 03	
- Section 74 n° 462	1 a 10	
- Section 74 n° 463	0 a 04	
- Section 74 n° 464	0 a 17	
- Section 74 n° 465	2 a 99	
- Section 74 n° 466	7 a 22	
- Section 74 n° 467	0 a 04	soit une superficie de 17 ares 38

Pour finaliser l'acte d'échange, il y a donc lieu de demander la désaffectation du domaine public en application de l'article L. 2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques qui stipule qu'un « *bien d'une personne publique mentionnée à l'article L. 1, qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement* ».

Or, la gestion de la voirie communale, et donc les procédures de déclassement des voies communales, relèvent de la compétence du Conseil municipal.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu l'article L. 2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu le procès-verbal d'arpentage n° 3169, établi par Monsieur Hubert ORTLIEB, le 29 octobre 2015 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2016 ;

Vu les aménagements de l'ensemble des espaces (voirie, espaces verts, etc.) ;

Prononce à l'unanimité la désaffectation juridique de ce bien du domaine public ;

Charge Monsieur le Maire, ou son représentant, de signer l'arrêté de désaffectation, ainsi que tout document se rapportant à cette affaire.

Approuvé à l'unanimité

13.5 - Zone artisanale «du Vignoble» - Cession d'un terrain à la société HIM

Monsieur Mustafa AVCI, dirigeant de la société HIM, demeurant à CERNAY, 14 rue des Pins, souhaite acquérir un terrain dans la zone artisanale du Vignoble pour y installer ses activités professionnelles de bâtiments et de travaux publics (B.T.P.), ainsi qu'un logement de service d'environ 100 m².

Selon le procès-verbal d'arpentage n° 3188 établi par Monsieur Hubert ORTLIEB, géomètre-expert à THANN, le 26 août 2016, il s'agit du terrain suivant :

- Section 30 n° 432/121, d'une surface de 35 ares 80.

Par délibération du 16 décembre 2016, le Conseil municipal a approuvé à l'unanimité la vente aux conditions mentionnées. Toutefois, sur demande du notaire, il convient de préciser que le prix de vente à l'are de 2 500€ est un prix hors taxe, soit un montant total de 89 500€ hors taxe.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu l'avis de France Domaine en date du 28 novembre 2016 ;

Vu le procès-verbal d'arpentage n° 3188 du 26 août 2016 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 16 décembre 2016 ;

Approuve à l'unanimité la vente du terrain décrit ci-dessus, au profit de Monsieur AVCI ou de la société civile immobilière HIM, au prix de 89 500 € hors taxe ;

Charge Monsieur le Maire, ou son représentant, de signer l'acte à intervenir, ainsi que toutes les pièces se rapportant à cette affaire.

Approuvé à l'unanimité

13.6 – Cession d'un terrain rue de Thann à la société ATIK

La Ville de Cernay est propriétaire d'un terrain cadastré section 4 n° 65, d'une superficie de 7 ares 68, situé 8 rue de Thann à CERNAY.

La société ATIK, futur acquéreur, propose d'ériger un bâtiment comportant 15 logements adaptés, afin de répondre à une demande croissante liée à l'évolution des modes de vie, et

notamment des personnes âgées. Par ailleurs, une surface commerciale d'environ 80 m² sera aménagée au rez-de-chaussée.

Ce projet a d'ores et déjà été validé par les différentes commissions communales réunies en amont, par l'association Les Vitrites de Cernay.com, le Conseil Consultatif des Aînés de Cernay et le Conseil Consultatif des Jeunes.

L'Architecte des Bâtiments de France a également approuvé l'architecture proposée.

En application de l'article L. 2241-1 du Code général des collectivités territoriales, France Domaine, en date du 17 mai 2017, a estimé le bien à une valeur de 153 600€ H.T.

Maître SIFFERT-KLUSKA sera chargé de la rédaction de l'acte. Tous les frais en résultant seront à la charge de l'acquéreur.

Le projet, actuellement au stade de la demande de permis de construire, a nécessité des vérifications topographiques complémentaires. Le levé effectué par le géomètre expert de l'acquéreur, en sus des différences de surfaces cadastrales (5 m²), a permis de mettre en évidence, au niveau du plan cadastral, certaines incohérences marginales. Il convient par conséquent d'effectuer plusieurs ajustements mineurs.

Ainsi, la surface rétrocédée s'élève précisément à 754 m², dont une parcelle de 33 m² relevant du domaine public communal qu'il convient au préalable de déclasser. Ces ajustements n'ont aucun impact sur le prix de cession, celui-ci reste inchangé.

Anne EBERLEIN, se référant à la présentation du projet aux élus, trouve le prix de vente élevé, y compris lorsque l'on compare celui-ci au prix de vente au sein de la Z.A.C. des « Rives de la Thur ».

Pour Jérôme HAMMALI, ce prix correspond au prix du marché déterminé en fonction de l'offre et de la demande pour un tel emplacement et au regard du public cible. Il estime que la société ATIK est la plus à même de déterminer le niveau de prix idoine.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L. 2241-1 ;

Vu l'avis de France Domaine en date du 17 mai 2017 ;

Vu l'examen par la Commission municipale III (Sécurité – Protection civile – Quartiers – Urbanisme) du 20 décembre 2016 ;

Vu le plan établi par Monsieur Hubert Ortlieb en date 20 juin 2017 ;

Déclasse du domaine public communal un terrain de 33 m² et le classe dans le domaine privé de la commune ;

Approuve à l'unanimité des votes exprimés, moins une abstention (Monsieur Joaquim RODRIGUES) la vente, au profit de la Société Civile de Construction Vente PRIVILEGE (ATIK), au prix de 153 600€ H.T. ;

Charge Monsieur le Maire, ou son représentant, de signer l'acte à intervenir, ainsi que toutes les pièces se rapportant à cette affaire.

Approuvé à l'unanimité des votes exprimés Une abstention (Monsieur Joaquim RODRIGUES)
--

13.7 - ZAC des « Rives de la Thur » - Rétrocession des espaces verts, voiries et espaces publics à la ville

Par délibération du 24 novembre 2008, le Conseil municipal avait approuvé la rétrocession de l'ensemble des parcelles constituant l'assiette du parc des « Rives de la Thur », ainsi que les voiries de la Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.), au profit de la Ville de CERNAY.

Ce transfert de propriété n'a pu être concrétisé puisque tous les travaux n'étaient pas achevés et des non conformités ont été relevées par les services techniques de la Ville de CERNAY.

Aujourd'hui, l'aménagement des espaces verts, voiries et des espaces publics étant conforme aux attentes de la Ville, l'intégration dans le domaine public peut avoir lieu. La rétrocession porte sur les parcelles suivantes dont la liste est jointe en annexe.

Les parcelles seront cédées à la Ville de CERNAY, au prix de un euro symbolique, puis versées dans le domaine public.

L'acte d'échange sera établi par Maître TRESCH, notaire à MULHOUSE.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 24 novembre 2008 ;

Approuve à l'unanimité la rétrocession des parcelles sudistes au prix indiqué (cf. liste annexée) ;

Charge Monsieur le Maire, ou son représentant, de signer l'acte à intervenir et tout document se rapportant à cette affaire.

Approuvé à l'unanimité

13.8 - Convention de servitude (déploiement de la fibre optique) – Implantation de sous-répartiteurs (ROSACE)

Le Conseil régional d'Alsace, qui fait désormais partie de la région Grand Est, a adopté le 30 mars 2012 un Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (S.D.T.A.N.), pour la mise en œuvre d'un réseau d'initiative publique (R.I.P.) afin de favoriser le déploiement du Très Haut Débit d'ici 2022.

ROSACE est la société dédiée au projet, chargée de la conception, la construction, l'exploitation et de la commercialisation d'un réseau Très Haut Débit en Alsace indispensable à l'attractivité et à la compétitivité du territoire. Ce réseau 100% fibre optique assurera à terme une couverture optimale de l'Alsace et garantira une offre de services complète et évolutive.

Cette technologie implique la mise en œuvre de nouvelles infrastructures sur notre commune. Dont précisément un Nœud de Répartition Optique (N.R.O.) qui a pour but de desservir un ensemble de communes et onze Sous-Répartiteurs Optiques (S.R.O.) qui devront desservir l'ensemble de la commune de Cernay.

Six S.R.O. seront implantés sur le domaine public, trois seront implantés sur le domaine privé de la Ville, et les deux derniers seront implantés chez un propriétaire privé (DOMIAL).

Dans le cadre du déploiement du réseau de fibre optique, il appartient au Conseil municipal d'approuver l'occupation du domaine public et du domaine privé de la Ville, et des conventions y afférentes, par les S.R.O. de la société ROSACE, avec la société ROSACE pour l'implantation de ces S.R.O. :

Rue du Vieil Armand – Angle Faubourg des d'Uffholtz et Rue du Ballon	Domaine public
Faubourg des Vosges – Angle RD35 et Rue des Artisans	Domaine public
Rue du Jura – Angle Rue du Jura et Passage des Roses	Domaine public
Rue du Jura – Angle Rue du Jura et Passage des Roses	Domaine public
Rue de la Victoire – Angle Rue de la Victoire et Rue de Lattre de Tassigny	Domaine public
Rue Poincaré – A l'arrière du parc	Domaine public
Place de l'Abbé Pierre	Domaine privé
Rue de la Gare – A côté du passage souterrain	Domaine privé
Rue Sandoz – Entre les écoles primaires et le périscolaire	Domaine privé

Les conventions de servitude sur le domaine privé sont conclues à titre gratuit et pour toute la durée d'exploitation des équipements mis en place par la société ROSACE.

Pour le domaine public, des conventions seront conclues pour la durée d'exploitation, moyennant une redevance annuelle définie conformément aux tarifs et textes en vigueur.

Jacques MULLER demande quand le réseau de fibre optique sera déployé à Cernay.

Jérôme HAMMALI lui indique que ce déploiement devrait en principe avoir lieu en 2019.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (S.D.T.A.N.) ;

Vu les conventions d'occupation du domaine public et privé de la société ROSACE ;

Approuve à l'unanimité les modalités susdites d'occupation du domaine public et privé communal par la société ROSACE ;

Approuve à l'unanimité les conventions d'occupation du domaine public et privé entre la Ville de CERNAY et la société ROSACE, nécessaires au déploiement de la fibre optique et à l'implantation des S.R.O., pour la réalisation des travaux de la société ROSACE (cf. annexes) ;

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que toutes pièces se rapportant à cette affaire.

Approuvé à l'unanimité

14 – Monsieur le Maire rapporte le point n°14

Ressources humaines

14.1 - Création d'un emploi permanent d'agent de maîtrise à temps complet au titre de la promotion interne

Un agent de la collectivité est inscrit sur la liste d'accès au grade d'agent de maîtrise territorial établie par le Centre de Gestion du Haut-Rhin, au titre de la promotion interne.

L'autorité territoriale peut nommer par voie d'arrêté l'agent dans son nouveau grade, sous réserve de l'existence d'un emploi correspondant.

Compte tenu des missions et responsabilités qui incombent à cet agent, responsable du service des espaces verts, il est proposé à l'assemblée municipale, de créer un emploi permanent d'agent de maîtrise territorial, à temps complet, et de supprimer en parallèle son emploi actuel.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le Code Général des Collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant dispositions et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 34 ;

Vu le décret n°88-547 du 6 mai 1988 modifié, portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux ;

Vu la saisine du Comité Technique ;

Vu le tableau des effectifs de la collectivité ;

Vu le budget de la collectivité ;

Crée à l'unanimité, à compter du 1^{er} juillet 2017, un emploi permanent d'agent de maîtrise territorial à temps complet ;

Supprime à l'unanimité un emploi permanent d'adjoint technique territorial principal de 1^{ère} classe à temps complet, qui prendra effet dès la nomination de l'agent dans son nouveau grade ;

Modifie en conséquence le tableau des effectifs de la collectivité ;

Prévoit au budget de la collectivité les crédits nécessaires.

Approuvé à l'unanimité

14.2 - Création d'un emploi permanent de rédacteur territorial à temps complet

L'actuel chef du service « Citoyenneté » partira à la retraite prochainement.

Afin d'assurer dans de bonnes conditions la nécessaire transition avec son successeur, il est proposé à l'assemblée municipale de créer un emploi de rédacteur territorial (catégorie B) pour pouvoir recruter, par voie de mutation, la candidate sélectionnée dans le cadre de la procédure de recrutement.

Jacques MULLER suggère que le poste supplémentaire créé le temps de la transition entre l'actuelle et la future responsable du service « citoyenneté », soit maintenu au moment du

départ à la retraite de la première afin de faire face à l'accroissement de la charge de travail au sein de ce service.

Michel SORDI répond qu'il n'y est pas favorable, car il convient de rester vigilant à l'évolution des dépenses structurelles de fonctionnement pour ne pas obérer les capacités d'investissement de la commune.

Dès lors, il est demandé au Conseil municipal, après en avoir délibéré ;

Vu le Code Général des Collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 34 ;

Vu le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;

Vu le tableau des effectifs de la collectivité ;

Crée, à compter du 1^{er} juillet 2017, un emploi permanent de rédacteur territorial à temps complet ;

Modifie en conséquence le tableau des effectifs de la collectivité ;

Prévoit au budget de la collectivité les crédits nécessaires.

A pris connaissance

15 – Monsieur Alain BOHRER rapporte le point n°15

Délégations de service public – Rapports d'activités 2016

L'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public.

En date du 8 juin 2017, la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) s'est réunie et a examiné les différents rapports (exercice 2016) présentés par les délégataires du chauffage urbain (ENGIE-COFELY), du camping municipal « Les Cigognes » (EURL FLOBRIVAL)

et la gestion du périscolaire, de l'ALSH, de la cantine et des TAP (CSC AGORA) pour l'exercice 2016.

15.1 - Chauffage Urbain (ENGIE-COFELY)

La Ville de CERNAY a délégué le 11 juin 2012 à la Société COFELY Services, le service public de production, transport, distribution et compte d'énergie calorifique du chauffage urbain.

L'échéance de cette délégation est fixée au 31 août 2030.

Le rapport sur l'exécution de la délégation de service public du chauffage urbain est joint au présent rapport. Les pièces annexes de ce rapport sont consultables au Secrétariat général (mairie).

15.2 - Camping municipal « Les Cigognes » (EURL FLOBRIVAL)

En date du 1^{er} mai 2013, La Ville de CERNAY a délégué à l'EURL FLOBRIVAL, représentée par Monsieur Jean-Michel BEZARD, la gestion du camping municipal « Les Cigognes » pour une durée de 15 ans ; cette délégation prendra donc fin le 30 avril 2028.

Le rapport sur l'exécution de la délégation de service public du camping municipal « Les Cigognes » est joint en annexe. Le bilan financier est consultable au Secrétariat général (mairie).

15.3 – Périscolaire (centre socio-culturel AGORA)

Le 8 décembre 2015, la Ville de CERNAY a délégué au Centre Socio Culturel AGORA la gestion de l'accueil périscolaire, de l'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) et des Temps d'Accueil Périscolaire (TAP) incluant la restauration.

Le gestionnaire de la présente délégation a présenté son premier rapport annuel. Ce dernier est consultable au Secrétariat Général (mairie).

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1411-3 ;

Vu l'examen par la Commission consultative des services publics locaux (C.C.S.P.L.) réunie le 8 juin 2017 ;

Prend connaissance des rapports annuels des délégataires de services publics municipaux ci-joints.

A pris connaissance

16 – Madame Catherine OSWALD rapporte le point n°16

Concession d'aménagement ZAC des Rives de la Thur – Compte-rendu annuel d'activités à la collectivité locale 2016 (C.R.A.C.L.)

Un traité de concession initial et un cahier des charges ont été signés par la Ville et Espace Rhénan (groupe DOMIAL) le 18 décembre 1986.

Le traité de concession, signé le 8 mars 2001 entre la Ville de Cernay et Espace Rhénan, a fait l'objet d'un avenant n° 1 en date du 12 février 2002, afin de mettre à jour la concession lui permettant de prendre la forme d'une concession d'aménagement conformément à l'article L.300-4 du Code de l'urbanisme.

Selon l'article 23 du cahier des charges de la concession d'aménagement, le concessionnaire (Espace Rhénan) adresse pour examen au concédant (la Ville de Cernay) un compte rendu financier comportant notamment en annexe :

- Le bilan financier prévisionnel sommaire actualisé ;
- Le plan global de trésorerie actualisé de l'opération ;
- Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé, comparées aux prévisions initiales et aux prévisions de l'année à venir.

La fin de cette opération est programmée pour 2021. Le compte rendu annuel d'activités à la collectivité locale (C.R.A.C.L.) 2016 indique un montant total prévisionnel de dépenses de 24 842 719 € HT.

Le C.R.A.C.L. 2016 prévoit une participation d'équilibre à verser par la Ville, en fin d'opération, de 7 109 700 €, à laquelle s'ajoute un déficit d'exploitation prévisionnel de 1 887 547 €, ainsi que le règlement de l'achat des terrains par la Ville, pour le Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie (P.S.I.G.), à hauteur de 116 550 €, soit un total de 9 113 797 €.

Il convient de déduire de ce montant l'apport des terrains par la Ville, d'un montant de 1 000 997 €, ainsi que les 8 209 000 € d'avances versées fin 2015, soit une somme de 9 209 997 €.

Il convient enfin de préciser que le C.R.A.C.L. 2016 fait état d'une avance de 710 000 € mise en place par la commune, qui assure la trésorerie de l'opération jusqu'à son terme. Elle est remboursable à compter de 2019 et jusqu'en 2021, selon un échancier défini dans la délibération du 14 novembre 2016.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 14 novembre 2016 ;

Prend acte du Compte-Rendu Annuel d'Activités à la Collectivité Locale (C.R.A.C.L.) 2016 de la Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C) des Rives de la Thur ci-joint (cf. annexe).

A pris acte

17 – Monsieur Mario CRACOGNA rapporte le point n°17

Syndicat mixte des gardes-champêtres intercommunaux – Rapport d'activités 2016

Ce document, joint en annexe, retrace en détails les différents aspects des activités du Syndicat Mixte sur l'exercice 2016 :

- les généralités (évolution de la structure, des effectifs, l'accueil de stagiaires etc.) ;
- les aspects budgétaires et financiers ;
- le bilan d'activités 2016 (infractions au Code la route, dépôts d'immondices, diverses nuisances et opérations de surveillance de la police funéraire etc.) ;
- la surveillance de l'environnement ;
- les divers documents adressés aux Maires ;
- la formation.

328 communes sont adhérentes à ce Syndicat mixte. Au cours de l'année 2016, les communes de Friesen, Mittelwihr et Liebsdorf ont rejoint le syndicat, la commune d'Illzach choisissant de le quitter.

L'effectif des gardes champêtres, répartis sur 11 postes dans le Département du Haut-Rhin, se totalise à 62 gardes champêtres statutaires, 7 assistants gardes champêtres sous contrats de droit privé (CAE/CUI) et un contrat d'auxiliaire (40h/mensuel).

Le service de démoustication est assuré par deux techniciens territoriaux.

On notera que 2853 procédures et écrits ont été établis en 2016, soit en légère augmentation par rapport à 2015 (2806).

Ce rapport ayant été abordé en séance du Comité Syndical le 11 avril dernier, les membres du Conseil municipal sont priés d'en prendre acte.

Mario CRACOGNA regrette que le Syndicat mixte des gardes-champêtres intercommunaux ne puisse pas, pour des raisons budgétaires, doter les agents de la « brigade verte » d'arme à feu.

Dès lors, le Conseil municipal, après avis favorable des Commissions réunies et après en avoir délibéré ;

Prend acte du rapport d'activités 2016 du Syndicat mixte des gardes-champêtres intercommunaux.

A pris acte

18 - Informations à la municipalité

Avant de passer la parole à Annie GADEK, Adjointe aux affaires scolaires, pour la communication des diverses manifestations à venir, Monsieur le Maire souhaite informer l'assemblée que la Ville de Cernay a participé à la 23^{ème} édition du concours « Les Rubans du Patrimoine », organisé conjointement par la Fédération Française du Bâtiment, l'Association des Maires de France, la Fondation du Patrimoine et la Caisse d'Epargne.

Il est heureux d'annoncer que Cernay a obtenu un « Prix Départemental » pour les travaux entrepris à l'Eglise Saint-Etienne.

Il souhaite remercier toutes celles et tous ceux qui ont contribué à la bonne organisation de la « Fête de la Musique » : en premier lieu bien évidemment Anita BURGER, mais également les agents du Pôle technique, les médiateurs et les policiers municipaux.

Il cède ensuite la parole à Madame Annie GADEK, Adjointe aux affaires scolaires.

Annie GADEK

24/25 juin		Complexe sportif	L'Alsacienne Cyclosportive
24 juin		Complexe sportif	L'Alsacienne Kids
29 juin	20h	Parc Rives Thur	La nuit des églises
2 juillet	17h	Eglise Saint-Etienne	Concert orgue
1 ^{er} juillet	10h30	Ecole chiens guides	Pose première pierre
2 juillet	14h	Aéroclub Ochsenfeld	Journée des doudous
8 juillet	20h	Espace Grün	Concert Blue Lake Orchestra avec la Musique municipale

13 juillet	20h30 22h 23h30	Parvis mairie Complexe sportif	Concert Musique municipale Défilé Bal tricolore et feu d'artifice
16 juillet	10h à 16h30	SHT	Les enfants de Tchernobyl
29 juillet		Place de la Victoire	Soirée folklorique
25/26 août		Espace Grün	Rencontre « Alsaciens du monde »
24 sept.			Motovirades
24 sept.	17h	Saint Etienne	Concert du Chœur des garçons de Mulhouse

Le musée est ouvert tous les week-ends de l'été.

Fin de la séance : 21h32.



Guillaume GERMAIN
Adjoint au Maire
Secrétaire de séance